

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 05/06/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ODALIS

ZAC DU CHATEAU ROUGE
LA BLANCHARDIERE
44522 Mésanger

Références : N2-2024-0570
Code AIOT : 0006303705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement ODALIS implanté ZAC DU CHATEAU ROUGE LA BLANCHARDIERE 44522 Mésanger. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ODALIS
- ZAC DU CHATEAU ROUGE LA BLANCHARDIERE 44522 Mésanger
- Code AIOT : 0006303705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ODALIS exploite depuis 2005, à Mésanger, une plate-forme logistique de produits dangereux. L'établissement est classé Seveso seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 – état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité par l'administration de l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	Sans objet
2	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	Sans objet
4	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	Sans objet
5	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
6	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
7	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
8	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce contrôle inopiné a permis de constater que l'exploitant a accès rapidement à l'état des stocks de l'établissement, y compris depuis l'extérieur. Cet état des stocks répond aux exigences réglementaires visant à connaître, pour les besoins de la gestion accidentelle ou pour l'information du public, les quantités et types de produits présents dans l'entrepôt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a édité l'état des stocks présents lors du contrôle en quelques minutes. Il précise, par

cellule ou par lieu de stockage à l'appui d'un plan général, les types de produits présents, leurs quantités et le classement ICPE correspondant. Il indique la quantité totale de produits stockés dans chaque cellule ou lieu de stockage.

Pour les matières dangereuses, figurent également les masses par rubrique ICPE, par mention de danger (uniquement celles relatives à une rubrique ICPE) et par risque, ainsi que le classement des 5 produits en plus grande quantité et des 5 produits les plus dangereux.

Un contrôle par sondage de 3 produits dangereux a été réalisé. Pour ces produits, il n'a pas été constaté de mention de danger relative à une rubrique ICPE qui n'aurait pas été prise en compte. Ces produits comportent d'autres mentions de danger non mentionnées dans l'état des stocks, car non relatives à un classement ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

[...] (suite du point n°1)

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Constats :

L'état des stocks présenté lors du contrôle recense également les produits combustibles hors matières dangereuses. Il indique leur emplacement, les masses par rubrique ICPE et par typologie de produit. Les locaux techniques dont le local de charge sont indiqués sur le plan.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

Constats :

L'état des stocks n'est pas matériellement disponible dans un lieu. L'exploitant a accès à ce fichier numérique depuis son lieu de travail (établissement Odalis) ou depuis l'extérieur. Les modalités de transmission de cet état des stocks ne sont pas prédéfinies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant convient des modalités de mise à disposition de l'état des stocks avec les autorités et le service d'incendie et de secours (adresses e-mail ou transmission matérielle).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée :
L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]
2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats :
L'état des stocks présenté lors du contrôle précise les masses de produit par type de risque (corrosif, nocif/irritant, cancérigène, etc) et par cellule, avec un plan général de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée :
L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
Constats :
L'exploitant indique que l'état des stocks est mis à jour quotidiennement puis transmis quotidiennement aux membres de l'équipe d'astreinte ainsi qu'à une boîte mail dédiée. L'extraction de la veille a été présentée en plus de celle du jour depuis une de ces boîtes mail. L'état des stocks inclut un plan général de l'entrepôt. Il est accessible numériquement depuis le lieu de travail ou depuis l'extérieur. Lors du contrôle, la personne d'astreinte a également pu accéder à cette extraction sans utiliser la connexion du lieu de travail. L'exploitant précise que les serveurs utilisés ne sont pas hébergés dans l'entrepôt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.
Constats : cf. point de contrôle précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
Constats : L'exploitant réalise un inventaire général deux fois par an, pendant lesquels l'activité est stoppée. Le précédent inventaire a eu lieu en novembre 2023. Le prochain aura lieu en juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : Les modalités d'extraction de l'état des stocks sont précisées dans le plan d'opération interne (POI). Un extrait de l'état des stocks est présent en exemple dans le POI.
Type de suites proposées : Sans suite